

Aujourd'hui les deux aspects de la crise coexistent. Il est vrai que les stocks ne doivent pas être très importants, il est vrai que la faillite de toute une série d'entreprises nées de la spéculation due à l'inflation de la guerre (en particulier dans le commerce) "assainirait" le marché, ferait baisser les prix et réanimerait l'activité. Mais à condition que celle-ci ait une perspective plus large, des possibilités de développement. Or, ce qui manque à l'industrie américaine, ce sont précisément ces perspectives, des clients ayant des dollars. Le seul marché intérieur ne peut plus être longtemps le seul client. Nous avons vu que même depuis la guerre il n'a pas suffi. C'est ce qui explique l'importance des dépenses de l'Etat et la lutte pour le marché mondial.

Alors se pose la question: si l'impérialisme américain réussissait à s'ouvrir le marché colonial et le marché européen, ne pourrait-il reculer considérablement la crise ?

Si on pose cette question en tenant compte des conditions concrètes, il semble bien que la seule réponse soit la suivante: les crédits d'Etat et les résultats immédiats que démontre la convertibilité des monnaies ne seraient qu'un palliatif. Bien entendu, ils freineraient la crise et empêcheraient vraisemblablement un brusque effondrement comparable à celui de 1929, mais ne seraient ni assez grands, ni assez rapides pour l'empêcher.

En fin de compte, les U.S.A. devront se tourner vers l'économie de guerre et la guerre. Quant aux délais d'un tel tournant, ils dépendent de tant de facteurs (les plus importants étant la profondeur de la crise et la situation sociale dans le monde) qu'il serait vain de chercher aujourd'hui à les déterminer.

Pourquoi disons nous cela ?

1°) Il est invraisemblable de penser que du jour au lendemain l'impérialisme anglais va capituler et ouvrir toutes grandes les portes de son empire. Il est probable que des compromis seront trouvés. Bien entendu, favorables aux U.S.A. mais limités néanmoins. De plus, il ne faut pas oublier que les U.S.A. doivent se limiter eux-mêmes par peur de la crise sociale en Europe et pour maintenir soudé le front anti-soviétique.

2°) De toute façon, ce n'est pas du jour au lendemain que toute la structure de l'Europe peut être modifiée, les courants commerciaux détruits ou créés, etc... Il faut du temps, durant lequel la crise s'aggravera aux U.S.A.

3°) Les endroits d'application du "point 4" avec sécurité, bien que très importants sont néanmoins limités. L'Asie est en effervescence (Indochine, Indonésie). La Chine, malgré les appels du pied de Mao Tsé Tung n'est pas sûre pour des investissements à long terme. L'Afrique nécessite un très long travail avant d'être rentable. Reste l'Inde et dans une certaine mesure l'Amérique du Sud. A condition que les gouvernements y soient stabilisés, l'Europe pourrait être une zone d'investissements, mais cette condition est loin d'être réalisée.

4°) Les investissements privés demandés aux capitalistes américains pour l'aide "aux nations arriérées", 1 milliard par an, sont extrêmement petits par rapport aux besoins de l'industrie américaine.

C'est pourquoi on peut penser avec vraisemblance que dans l'immédiat la crise va se poursuivre, mais en étant freinée par les interventions étatiques et les succès sur l'Europe.